

Il y a 40 ans : un massacre d'Etat

Mexique 1968 : l'irruption de la société dans la politique

lundi 14 juillet 2008, par [ANGUIANO Arturo](#) (Date de rédaction antérieure : mai 2008).

Sommaire

- [1. La provocation et la \(...\)](#)
- [2. Des réponses inattendues](#)
- [3. L'organisation du mouvement](#)
- [4. Apprentissage de la légalité](#)
- [5. La politisation massive](#)
- [6. La direction étudiante](#)
- [7. Le souffle de la guerre \(...\)](#)

« Si une nation entière a honte c'est un lion qui se prépare à bondir »

Octavio Paz, Delhi, 3 octobre 1968.

La révolte étudiante de 1968 au Mexique est connue dans le monde à cause du massacre du 2 octobre sur la Place des Trois Cultures de Tlatelolco. Plus de 10 000 soldats et policiers réalisèrent une opération militaire d'encerclement et d'enfermement planifiée par la Présidence de la République contre un meeting pacifique d'environ 6 000 personnes parmi lesquelles des étudiants, des professeurs, des mères de famille, des enfants, des employés, des ouvriers, etc. Des hélicoptères, des officiers du bataillon Olimpia, des agents de police, des soldats, des chars d'assaut, firent feu avec des armes puissantes contre une foule sans défense lors d'une opération que l'on prétendit justifier par un affrontement inattendu. Mais ce fût un crime d'État [1] prémédité, organisé dans ses moindres détails avec pour objectif d'imposer, par l'écrasement, une solution définitive à un conflit qui avait mis en mouvement des centaines de milliers de personnes, qui avait conquis l'opinion publique et gagné la sympathie de larges secteurs sociaux à travers tout le pays.

La répression fit d'innombrables morts et blessés, jeunes, femmes, enfants, vieillards, non seulement criblés de balles, mais aussi transpercés par les baïonnettes des soldats. Plus de 2 000 personnes arrêtées ce 2 octobre, dont des militants et des membres du Consejo Nacional de Huelga (CNH) — Conseil National de Grève — qui subirent en particulier la longue nuit de torture : des simulations d'exécutions et de castrations, des intimidations, des enlèvements et des violences envers des proches, l'invention d'accusations insensées qui donnèrent lieu plus tard à des procès fabriqués de toutes pièces. Persécution généralisée, état de siège non déclaré, contrôle des moyens de communication, suspension de fait des garanties constitutionnelles, contre une subversion imaginée [2]. Comme toujours au Mexique, l'État avait agi de toutes ses forces démesurées pour liquider et ainsi achever de façon définitive l'arrogant mouvement étudiant.

1. La provocation et la violence

Le 2 octobre 1968, on voulut en finir dans la violence avec une histoire qui justement avait commencé en réponse à la violence des forces de police les 23 et 26 juillet. Le 23 juillet, à la suite d'un litige entre étudiants de deux écoles, les forces de répression ont fait irruption dans l'une d'elles (appartenant à l'Institut Polytechnique National IPN), en frappant de manière démesurée, indifférenciée et insensée les élèves, les professeurs et les personnels de l'école. Le 26 juillet, qui deviendrait le véritable commencement du mouvement étudiant, la manifestation qu'avaient convoquée les polytechniciens contre cette action de répression a convergé avec la traditionnelle manifestation de soutien à la Révolution cubaine, organisée surtout par les étudiants de l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM) et les différents groupes de gauche. A la demande des polytechniciens, des groupes d'étudiants ont tenté de rejoindre le Zócalo en solidarité avec les étudiants matraqués à nouveau par les forces de police. Mais ils furent repoussés violemment et à partir de ce moment eurent lieu de nombreux affrontements qui se prolongèrent et s'élargirent quand les forces de l'ordre ont attaqué des étudiants des classes préparatoires de l'UNAM qui sortaient de cours. Les policiers ont encerclé tout le vieux quartier universitaire du centre historique de la ville ; les barricades des étudiants acculés ne se firent pas attendre. Le souvenir des barricades parisiennes du mois de mai était encore frais, la presse en avait fait une large publicité [3].

Les premières réponses des étudiants, totalement spontanées, furent reçues avec une escalade dans la répression et une généralisation des affrontements qui culminèrent avec l'intervention de l'armée dans la nuit du 29 juillet et la prise violente de plusieurs écoles, universitaires et polytechniques, y compris à l'aide de tirs de bazooka, comme dans le cas significatif du bâtiment historique qui accueillait les classes préparatoires de l'UNAM. Des établissements souillés et occupés, des lieux assiégés par la police, des bus incendiés transformés en barricades, des blessés, des arrestations, des disparus, on parla même de morts à l'issue de ces 4 jours durant lesquels les étudiants avaient cessé de se résigner [4].

La violence démesurée de l'État fut alors à l'origine du mouvement étudiant mexicain de 1968 et elle en fut aussi la conclusion. On avait pu percevoir dès le début des actes et des comportements clairement provocateurs de la part du gouvernement, qui cherchait la confrontation. Ce fut le cas des actions de répression et d'invasion de lieux d'enseignement par des policiers ou des militaires, mais également de l'action confuse de dirigeants de la FNET [5], la présence sur les barricades de membres connus des "*porras*" (matraques) — groupes anti-émeutes — et surtout la surprenante apparition de pierres dans les poubelles du centre ville le 26 juillet.

La violence était en réalité une constante du dénommé Régime de la Révolution mexicaine, qui s'était construit par le biais de l'incorporation obligatoire des forces sociales dans le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et d'une présidence omnipotente incarnant l'État et la Nation. Le pouvoir centralisé et l'ordre hiérarchique imposé n'avaient toléré aucune dissidence, ni permis le développement de formes démocratiques de participation et de légitimation (les élections étaient des rituels sans autre effet pratique que la légitimation de candidats désignés d'avance). La violence sous toutes ses formes, légale et non légale, formait l'essentiel d'un ordre fermé, réactionnaire et clientéliste. Aveuglé par l'essor économique et la consolidation de l'État qui suivirent les défaites des luttes ouvrières de 1958-1959 [6], le gouvernement de Gustavo Díaz Ordaz — traditionaliste extrémiste drapé dans un anticommunisme pathologique que le régime avait inventé pleinement sous le signe de la guerre froide — ne perçut pas les transformations économiques et sociales que le « miracle économique » lui-même apportait : urbanisation, nouveaux secteurs ouvriers fondés sur la forte industrialisation, tertiairisation, inégalités, crise agraire, exode rural et dénuement, processus culturels nouveaux et plus ouverts sur le monde etc. Tous ces éléments impulsèrent la maturation de la société et par là même son décalage par rapport à un État et un régime politique intolérants qui

assujettissent et qui excluent.

En 1968 surgit le paradoxe du pouvoir absolu, incontestable, somptuaire mais qui contenait des forces et des contradictions qui préparaient son implosion. Un régime fermé à double tour, sans la moindre ouverture, sans soupape de sécurité, sans échappatoire. C'était l'apogée, le zénith du dénommé régime de la Révolution de 1910 fondé sur le miracle du développement stabilisateur, qui organisa les premiers Jeux Olympiques en Amérique Latine : symbole de reconnaissance internationale. Bientôt viendrait l'heure du déclin. Le mouvement étudiant de 1968 allait être annonciateur de la décadence du régime politique et de l'avènement d'une société en profonde et rapide mutation. Ses revendications de droit, de justice et de liberté, ses pratiques démocratiques, le déploiement de sa créativité et sa capacité de communication, son autonomie, son intrépidité, sa rapide politisation, allaient attaquer, tel un acide corrosif, la logique despotique du pouvoir présidentiel.

2. Des réponses inattendues

Le pouvoir n'avait pas prévu la réponse inattendue des étudiants, des professeurs, du recteur de l'UNAM, en somme, de la société. Dans un milieu dominé par le clientélisme et l'impunité, l'arbitraire du gouvernement et des institutions était toléré par peur et résignation. Les mécontents étaient achetés ou éliminés. Les protestations et les plaintes individuelles ou collectives étaient découragées par la répression subie, les inévitables complications administratives et une machine judiciaire corrompue, totalement soumise au gouvernement. De ce fait, quand nous, étudiants, avons commencé à nous défendre des coups de la police par des affrontements violents et incontrôlés, quand les assemblées étudiantes votèrent la grève contre les abus de pouvoir et pour la libération de nos camarades agressés, quand le 30 juillet, le recteur de l'UNAM, Javier Barros Sierra, mit le drapeau national en berne devant le rectorat à cause de l'occupation militaire des locaux scolaires, convoquant ainsi une manifestation de défense de l'autonomie universitaire, personne, dans les sphères du pouvoir ne comprit ce qui se passait.

Dans la ville de Mexico occupée par l'armée, la manifestation du 1^{er} août, menée par le Recteur Barrios Sierra, des universitaires et des professeurs, rassembla plus de 80 000 participants, de l'UNAM et de l'IPN. Nous avons réagi du jour au lendemain, déclenchant ainsi une avalanche de mobilisations qui ne cessa pas de croître malgré les interventions récurrentes de la police et des militaires, les enlèvements, les persécutions, les agressions et attentats paramilitaires (terroristes) impulsés depuis les hautes sphères et pas seulement depuis les sous-sols du pouvoir. La capitale du pays se remplit de vie, se transforma sous l'action des multitudes étudiantes et des professeurs. Durant plusieurs semaines, nous nous la sommes peu à peu appropriée comme lieu de parole, de protestation, d'expression libre et sans crainte, en récupérant les espaces publics comme le Zócalo — normalement réservé aux partisans du régime — mais également les écoles, les marchés, les places publiques, les rues, les quartiers, les transports, les bureaux, les entreprises, tous devenus lieux de dialogue.

Les grandes manifestations qui s'organisaient pratiquement sans moyens matériels et dans une certaine improvisation, n'étaient que les indicateurs d'une activité diffuse — qui devint frénétique — de milliers et même de dizaines de milliers d'étudiants, qui atteignit jusqu'aux derniers recoins de la ville du Valle de Mexico : le 5 août, manifestation depuis Zacatenco jusqu'à Casco de Santo Tomás (100 000 participants), le 13 août, de Casco de Santo Tomás jusqu'au Zócalo (150 000), le 27 août, du Musée d'Anthropologie de Chapultepec jusqu'au Zócalo (plus de 250 000 participants), le 13 septembre, manifestation silencieuse (200 000 personnes).

Plusieurs meetings centraux organisés par le CNH avaient préparé ces manifestations triomphales dans une ville de 6 millions d'habitants habituée à des représentations officielles issues du « *acarreo* » corporatiste [7]

L'expression du ras-le-bol des étudiants était incompréhensible pour le gouvernement, insoupçonné, impossible, et évidemment, dans l'esprit du chef de l'État, ne pouvait qu'être le produit de forces étrangères, subversives, de type communiste, visant à manipuler les étudiants pour déstabiliser le pays et saboter la réalisation des Jeux Olympiques si chers au gouvernement. Quand la Révolution mexicaine s'est institutionnalisée, au milieu de grandes mobilisations populaires, au temps de Lázaro Cárdenas, la société fut soumise à travers ce qui allait devenir le PRI [8]. La combativité, l'autonomie, la capacité d'organisation et d'expression des travailleurs et des paysans furent confisquées par l'État. Les forces collectives de la société furent confisquées par un régime politique extrêmement hiérarchisé qui divisa la population en secteurs plus différents (ouvrier, paysan, populaire), en corporations (syndicats, centrales syndicales, regroupements divers, dénaturés par l'intervention de l'État), où le collectif soumis ne permit jamais l'individualité citoyenne. Disciplinée, sujette à des divisions et à des hiérarchies imposées qui brisaient ses liens de solidarité, la société allait souffrir le déchirement et la distorsion de ses traditions communautaires et associatives, caractéristiques des peuples ancestraux et de groupes sociaux élargis.

La politique au Mexique se limitait ainsi à ce qui avait lieu dans les rangs du PRI, qui était une sorte de machinerie politique — sous l'égide du Président de la République — chargée de garantir la domination mais également l'espace institutionnel de débats, la répartition du pouvoir entre les acteurs politiques appartenant à la dénommée « famille révolutionnaire ». De nouvelles dissidences et de nouveaux acteurs politiques pouvaient émerger mais ils étaient immédiatement cooptés ou mis hors-jeu d'une façon ou d'une autre. Cette machinerie était une partie de l'engrenage de l'appareil d'État et de ses politiques, publiques ou autres, vouées à garantir l'ordre existant, la stabilité et même la légitimité qui était encore enracinée dans la Révolution mexicaine.

Alors, quand les étudiants et les professeurs commencèrent à se rebeller contre la répression arbitraire, le mensonge et l'impunité de l'État, ils firent irruption dans l'espace réservé de la politique, dérangeant et envahissant, brisant les règles qui rendaient possible l'ample reproduction de la domination, l'assurance de l'ordre économique-social prévalent. C'est pour cela que le mouvement étudiant mexicain apparut dès le début comme un mouvement délibérément politique, ses revendications allaient contre l'autoritarisme : libération des prisonniers politiques, lutte contre l'impunité des forces de répression et pour leur dissolution, refus des abus de pouvoir, exigence de la justice et du respect des libertés démocratiques [9]. Tout ceci, sans oublier qu'au Mexique, tous les mouvements sociaux, dès leur apparition, se politisent invariablement à cause de l'intervention même de l'État, auquel ils se heurtent inmanquablement. C'est la nature même du régime politique qui dilue la traditionnelle différenciation entre le social et le politique et impose le paradoxe de la politisation de tous les conflits sociaux par un régime qui repose sur la dépolitisation.

En faisant irruption sur la scène nationale, le mouvement étudiant a récupéré l'espace public, transformant concrètement la ville toute entière en terrain d'action et de communication politique. Les lieux de travail, d'enseignement, d'habitation, de rencontres occasionnelles (comme les transports publics), se transformèrent alors en autant de lieux de convivialité, de dialogue, c'est-à-dire en espaces politiques. On est surpris de la façon dont les gens, les groupes sociaux les plus différents se sont impliqués de mille manières dans le mouvement. Ce mouvement qui a su capter leur compréhension, leur solidarité, leur complicité, dans une ambiance où les médias (à l'époque surtout la radio, la presse et très peu la télévision) présentaient depuis toujours des caractéristiques totalitaires soumis à la censure de l'État et à l'autocensure quotidienne, opportuniste, au service de la guerre froide, de l'Église catholique et du régime politique.

Sans aucun doute l'imagination des étudiants, leur sensibilité, leur créativité et leur capacité à inventer des modes d'organisation et de mobilisation enthousiasmèrent une société depuis toujours soumise aux abus de pouvoir, à l'arbitraire, à la corruption, aux inévitables rapports clientélistes. Policiers, juges, fonctionnaires, patrons, dirigeants corporatistes, caciques, employés : à tous les niveaux et dans tous les milieux, les gens ordinaires subissaient le pouvoir discrétionnaire, l'autoritarisme, l'absence de justice et de démocratie, quand il ne s'agissait pas d'outrages ou de répression. C'est pour cela que de plus en plus de gens de différents secteurs et niveaux sociaux finirent par entendre nos revendications, à nous étudiants. Nombre de parents s'identifièrent au défi de leurs enfants, de leurs proches, amis, voisins : nous qui, étudiants ou professeurs, nous nous opposions à la paralysie due à la peur et qui persistions dans la lutte malgré les coups et les persécutions. L'indignation de certains remua les colères accumulées, fit jaillir la rage contenue, encouragea au moins la révolte latente de certains autres, la perte de confiance dans le gouvernement, la désacralisation du président. Une ébauche de politisation des masses commença à faire son chemin grâce à l'action du mouvement étudiant qui déconcerta la société par son autonomie, son audace et sa détermination.

3. L'organisation du mouvement

Dès que les événements de la nuit du vendredi 26 juillet furent connus nous avons commencé à nous mobiliser et à chercher des modes de coordination. Samedi 27 la grève commença à être votée à Polytechnique avec la création d'un comité de coordination de l'IPN et un appel à la grève générale. En même temps à la Cité Universitaire se mettait en place la coordination des représentants des instituts qui avaient une tradition d'organisation, essentiellement en sciences sociales et en sciences humaines. En quelques jours la grève a impliqué tous les instituts de l'IPN, de l'UNAM, l'institut National d'Agriculture Chapingo, l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire, l'École Normale et l'École Normale Supérieure. De nombreuses Écoles et Universités à travers tous le pays se rallièrent bientôt à la grève ainsi que des institutions privées comme l'Université ibéro-américaine l'Anahuac. Bien que la grève des étudiants ne fut générale qu'à Mexico, ce fut bien une grève nationale [10].

L'organisation spontanée des étudiants en assemblées générales, brigades et comités de lutte par établissement alla de pair avec les efforts de coordination et de centralisation qui aboutirent à un premier manifeste unitaire qui portait la plate-forme revendicative en 6 points exigeant du gouvernement une réponse dans les 72 heures en le menaçant de généraliser la grève, et la première manifestation du mouvement fut convoquée le lundi 5 août. Le 8 août, qui marquait la fin des 72 heures, la création du Conseil National de Grève fut formalisée avec la participation au début, de représentants de 59 assemblées ou comités de lutte. Presque en même temps apparut la Coalition de professeurs de l'enseignement supérieur pour les libertés démocratiques, issue de 50 écoles qui allaient soutenir le mouvement, et envoyèrent même des représentants (avec droit d'expression mais pas de vote) au CNH. Peu après fut créée l'Assemblée d'Écrivains et d'Artistes qui par de multiples activités allait apporter au mouvement son empreinte culturelle et festive.

Le CNH allait assumer la coordination générale et la direction du mouvement, en proposant des actions diverses qui le maintiendront à l'offensive. Les différentes manifestations unitaires, mais aussi des meetings, des manifestes et des initiatives comme l'exigence du dialogue public avec le gouvernement comme méthode de résolution des conflits. Sa présence s'affirma et se légitima au rythme de la croissance du mouvement qui vécut son apogée entre la manifestation du 5 août et la manifestation silencieuse du vendredi 13 septembre. Six semaines pendant lesquelles le CNH su alimenter sa relation avec les assemblées étudiantes, contribua au renforcement du travail des brigades qui, pendant ces jours-là, envahirent complètement la ville, développa un discours antiautoritaire et démocratique qui sera l'identité du mouvement. Il allait maintenir son défi au

gouvernement faisant face à ses stratagèmes, à ses menaces et à ses actions de répression. Sa défense du dialogue public [11] érigé en principe absolu, permit de maintenir la cohésion et la cohérence du mouvement en se préservant des traditionnels mécanismes de cooptation gouvernementaux et rassurant ainsi les principaux représentants et porte-parole. Sans aucun doute l'objectif d'obtenir « *le plus grand soutien populaire* » et de susciter « *le plus grand isolement du régime politique* » [12] qui motivait le CNH fut atteint en grande partie au moins pendant un temps et surtout à long terme grâce à la conjonction des forces mobilisées durant tout le mouvement.

Les assemblées regroupaient un grand nombre d'étudiants qui discutaient et prenaient des décisions collectives, c'était une véritable école de politisation, de réflexion collectives et de socialisation que certains intellectuels se sont lassés de vilipender [13]. Mais leur rôle fut essentiel, même si elles devenaient souvent interminables et ennuyeuses, car elles permettaient la relation quotidienne des bases étudiantes avec les comités de lutte et avec le CNH. L'information et les propositions circulaient entre les différentes instances qui favorisaient des discussions intenses ainsi que les décisions collectives et les activités chaque fois mieux coordonnées et centralisées. En nommant les comités de lutte les assemblées empêchaient que ces derniers se transforment en instances accaparées par des activistes ou des militants de gauche sans aucune représentativité. Ce fonctionnement donna son caractère démocratique au mouvement et lui donna une cohésion incontestable.

Les brigades étudiantes furent le mécanisme le plus large et le plus efficace de diffusion, de mobilisation et d'organisation politico-sociale. Formées en général par 3, 5 ou 10 étudiants, elles se déplaçaient facilement pour peindre des slogans sur les murs, distribuer des tracts, expliquer les raisons du mouvement lors de meetings éclairs ou de discussions avec les gens, promouvoir la solidarité, récolter des fonds ou des biens en nature (de l'alimentation sur les marchés, du papier dans les bureaux, de la peinture dans les magasins, etc.). Il y avait aussi des brigades plus massives inaugurées par la Faculté de sciences de l'UNAM, de dizaines et même de centaines d'étudiants qui organisaient des blocages de la circulation sur des avenues importantes dans le but de faire des meetings éclair. Les brigades tournaient aussi dans les usines, dans les zones industrielles, les bureaux, les marchés, les chantiers ; elles allaient aussi dans des quartiers difficiles en apparence impénétrables, mais où les étudiants furent toujours accueillis avec intérêt et solidarité. Les gangs, les bandes de jeunes — craintes de tous, surtout par la police — nous accueillait et même rejoignaient notre lutte, comme ce fut le cas dans certains quartiers proches des écoles où ces bandes jouèrent un rôle fondamental dans la défense contre les agressions des forces de police notamment dans le cas de Casco de Santo Tomas et de Tlatelolco. De nombreuses brigades arrivaient même organisées aux grandes manifestations leur apportant organisation et sécurité pour repartir ensuite continuer leur labeur durant la longue nuit de la ville.

L'apparition et le travail extensif de centaines de brigades, les manifestations et les meetings ainsi que la présence du CNH donnèrent sa forme et son sens au discours qui allait être celui du mouvement de 1968. Le défi était avant tout de faire face à la désinformation manipulatrice de la presse et de la télévision, démentir les calomnies proférées par le gouvernement et ses porte-parole, ce qui fut peu à peu obtenu comme le montraient les manifestations de plus en plus suivies depuis les fenêtres et les trottoirs par des centaines, puis des milliers, puis des dizaines de milliers de spectateurs qui se transformaient en participants.

Beaucoup de propagande était improvisée par les brigades elles-mêmes, bien que sa production ait été centralisée d'abord par les comités de lutte de chaque école et ensuite par le CNH, qui a augmenté sa capacité de réaliser l'impression massive de tracts. Nos camarades artistes de l'École San Carlos produisaient frénétiquement des affiches et les autocollants qui firent leur apparition dans toute la ville. À l'École de Sciences Politiques fut produite une propagande très imaginative et originale avec les innombrables affiches dessinées à l'encre par Jaime Goded, que personne

apparemment ne prit la peine de photographier ou de filmer.

Le rôle des brigades fut déterminant pour la conquête de l'opinion publique, pour sensibiliser et entraîner la sympathie, et même la solidarité de groupes sociaux très divers. L'extension du mouvement à travers tout le pays, fut en grande partie l'œuvre des brigades et des brigadistes. Y compris les médias, en particulier la presse et la radio, firent par moment preuve d'ouverture, pressés par les journalistes eux-mêmes qui suivaient les efforts que nous faisons, nous les étudiants, pour nous faire comprendre et atteindre nos objectifs, mais aussi à cause de l'impact évident d'un mouvement qui ne cessait de mettre en avant ses revendications.

Cependant de par sa propre nature et sa dispersion, de par son autonomie et son authentique auto-organisation, une organisation centralisée ne fut pas possible, bien qu'elle fût tentée à travers une sorte de Coordination Générale des Brigades (CCGB), qui fut créée à l'initiative de l'École des Sciences Politiques et qui malgré l'aval du CNH fut comprise par certains comme une tentative gauchiste de disputer la direction à ce dernier [14]. En réalité cette coordination devait servir à planifier et à rationaliser l'activité de ces structures de base, éviter qu'elles ne se retrouvent au même endroit et dépensent trop d'énergie. Le dimanche 1^{er} septembre — lors du 4^e rapport présidentiel — nous avons fait sans grand succès, une tentative d'opération clandestine [15]. L'occupation militaire de l'UNAM le 18 septembre ne permit pas au projet de mûrir, même si de nombreuses brigades autonomes n'avaient pas cessé de fonctionner.

Toute cette frénésie organisationnelle et participative ne venait pas de nulle part, et ne fut pas complètement inédite. En réalité elle fut l'expression d'un long processus de recompositions sociales et politiques d'organisations étudiantes comme la Fédération d'étudiants paysans socialistes, ou des essais ratés comme la Centrale nationale d'étudiants démocratiques (CNED), de luttes revendicatives ou clairement politiques, au niveau régional ou plus large, dont les étudiants furent le centre ou bien un des acteurs, dans des états comme Chihuahua, Michoacán, Guerrero, Puebla, Sinaloa, Sonora, Nuevo León et Tabasco ainsi que dans la capitale même du pays, à l'UNAM, à l'IPN, et dans les Écoles Normales [16]. Dans nombre de ces expériences il y avait des antécédents non seulement de répression et d'intervention militaire, d'entêtement et d'intransigeance de l'État, mais aussi de résistances et de formes d'organisation comme les assemblées, les brigades, les diverses coordinations. En particulier dans l'UNAM des années soixante, l'activisme des étudiants les plus radicalisés — dont nous faisons partie — finit par battre et démanteler, avant l'explosion de l'année olympique, l'espèce de syndicalisme étudiant intégré (la Fédération universitaire de sociétés d'élèves, FUSA, avec ses sociétés d'élèves, ses comités exécutifs et ses groupes d'action connus comme « porras »), soumis au PRI et qui dominait les campus ; à l'IPN en 1968 sonna le glas de la puissante FNET. Le mouvement étudiant de 1968 concentra ce processus complexe, l'enrichit et renforça ses meilleures expériences.

4. Apprentissage de la légalité

Ce qui caractérisa le mouvement étudiant de 1968 au Mexique, ce fut surtout son caractère pacifique, son exigence de légalité, de justice et de démocratie. Ce fut avant tout une lutte contre l'impunité, le mensonge, l'entêtement non seulement du président Gustavo Díaz Ordaz, mais aussi d'institutions étatiques sans représentativité et surtout sans légalité, soumises à la corruption et au pouvoir discrétionnaire. Les six points de la plate-forme avaient quelque chose à voir avec la violation des droits, avec une légalité punitive qui se superposait aux libertés, aux garanties consignées dans la Constitution, avec l'exigence, le désir de restaurer la légalité violée par ceux qui étaient en charge de la garantir, par ceux qui l'avaient créée et qui l'utilisaient selon leur fantaisie.

L'apprentissage de la légalité pour les étudiants, surtout pour les plus politisés, était quelque chose de difficile, à contre-courant dans un pays extrêmement légaliste mais sans attachement aux lois, sujet à l'arbitraire et à l'inexistence d'État de droit. L'ordre constitutionnel était lui-même contradictoire, produit de situations de compromis d'une Révolution qui avait triomphé en écrasant ses principales forces motrices, la partie populaire de ses acteurs. L'absolutisme présidentiel, consacré, était devenu un régime politique sans équilibres ni contrôles, où prévalait la simulation. Les trois pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) étaient engloutis par un seul et unique pouvoir présidentiel tout-puissant. Gouvernement et juges manquaient d'autorité, habitués à l'arbitraire, à porter des accusations insensées et à mener des procès fondés sur des mensonges et des manigances troubles, surtout quand il y avait des implications politiques. Justement une des revendications de 1968 comportait la libération des dirigeants syndicaux maintenus en prison sans réel procès légal, comme Demetrio Vallejo, Valentín Campa, Víctor Rico Galán, etc.

La quotidienneté de violations gouvernementales de la loi était renversante, l'absence effective de droits consignés dans une Constitution, qui ressemblait à une simple feuille de papier sans conséquence, imposait l'existence très réelle d'un régime despotique, omnipotent et intolérant, sans aucune sorte de médiations démocratiques. Les étudiants comme tous ceux qui se tournaient vers une activité politique devaient agir dans une sorte de semi-clandestinité et n'importe quelle activité hors du campus était une aventure pleine de menaces. Seules quelques manifestations ritualisées étaient tolérées.

La « violence institutionnelle » était complétée par la violence paramilitaire. Pendant le mouvement, le gouvernement fit appel de temps en temps à des actions effrayantes comme des tirs de mitraillettes contre des écoles, des coups de main, des enlèvements, des attentats, une guerre sale qui préfigurait le 2 octobre et qui deviendra incontrôlable dans les années 1970.

Par conséquent, l'apprentissage de la légalité nous vint petit à petit et non sans réticences. Non pas à cause de ce que certains dirigeants du CNH considéraient comme le refus de démocratie ou bien le « gauchisme extrémiste » et doctrinaire des ailes radicales des étudiants [17], mais parce que c'était une situation difficile à assimiler. Face à la répression abusive, à l'intervention illégale de l'armée, à la violation de l'autonomie universitaire, aux exécutions et persécutions insensées, les étudiants commencèrent cependant à parler et à comprendre le langage de la légalité qui, dans une certaine mesure, nous protégeait, qui nous légitimait, qui mettait en évidence le cynisme et l'incongruité du pouvoir. L'attitude du recteur Javier Barros Sierra et la manifestation qui prit son nom, celle du 1^{er} août furent une avancée.

Le fait de manifester sans se soumettre au règlement qui imposait une demande d'autorisation à la police nous fit prendre confiance. Les brigades, les meetings quotidiens, avec ou sans agressions policières, nous ont conduit finalement à brandir des droits établis légalement, toujours conditionnés et annulés par le gouvernement. Peu à peu il a été compris et accepté que la légalité, que la Constitution, pouvaient aussi être le refuge des droits, des libertés minées, de la protestation contre l'impunité et l'illégalité du pouvoir. Le mouvement acquit ainsi un aspect légaliste d'exigence de respect de la Constitution et de la loi outragées par le régime qui les avait instituées. Ainsi, le mouvement étudiant fut aussi le précurseur de la lutte pour les droits humains au Mexique et du combat pour la démocratie.

5. La politisation massive

Jusqu'à la nuit de Tlatelolco, où la nation entière se sentit couverte de honte — comme l'insinue Octavio Paz — à cause du massacre gouvernemental, les presque dix semaines durant lesquelles se

déroula le mouvement étudiant furent d'intenses et longues journées de politisation de masse. Avant tout, celle des étudiants et des professeurs qui échappèrent à l'inertie et aux entraves qui les soumettaient à l'apathie, au conformisme, à la reproduction de rapports hiérarchiques, au manque de communication et à l'isolement. Le mouvement fut un souffle égalitaire qui suscita des rapports de solidarité, la coopération et la convivialité. Il balaya non seulement les résidus des groupements étudiants et professionnels officiels, mais aussi, les vieilles rancœurs et rivalités entretenues par les fonctionnaires de l'Éducation comme celles qui persistaient entre l'Université nationale et la Polytechnique et trouvaient leurs origines dans les rencontres sportives. Les débats en assemblée, la conquête des rues, l'apprentissage des libertés, la rencontre vitale avec des gens de tous les milieux sociaux et culturels, la reconnaissance de la ville dans sa diversité, le déploiement des capacités de communication insoupçonnées et surtout le déchiffrement collectif de la trame quotidienne qui nous confrontait au gouvernement, à ses appareils, à la manipulations des médias, la capacité de réponse que construisit le mouvement, tout cela signifia un processus de politisation, de sensibilisation, de changement culturel irréversible pour toute une génération.

Mais le peuple (comme on disait alors), c'est-à-dire la société avec ses différenciations et ses inégalités, se sensibilisa, découvrit les manifestations et les pratiques politiques, les opinions et les critiques envers le régime qui rapprochaient d'innombrables groupes sociaux non seulement des étudiants mais aussi de la politique. C'est aussi pour cela que le mouvement apparut comme une possibilité de rendre à la politique sa dignité [18], cette politique dégradée et confisquée par ce qui s'appelait encore régime de la révolution mexicaine.

Si le mouvement a réussi à être considéré comme un mouvement étudiant et populaire, ce fut parce que les habitants de la ville de Mexico — tout particulièrement, mais pas uniquement — firent irruption à leur tour dans la politique. Des professeurs, des artistes, des petits commerçants, des mères de familles, des familles entières de classes moyennes et mêmes aisées, des employés, des travailleurs, etc., manifestèrent — parfois de façon diffuse et d'autres fois de façon ouverte — en faveur du mouvement, pendant les manifestations et les meetings, mais surtout lors des rencontres quotidiennes avec les étudiant-e-s. Dans les assemblées du CNH, de plus en plus de groupes de toutes sortes venaient pour exprimer leur solidarité ou en appeler à celle des autres. Ce processus provoqua un changement dans l'état d'esprit de la population, dont le moment le plus significatif, celui qui révéla le revirement de l'opinion publique en faveur des étudiants, ne fut pas comme beaucoup le pensent, le 27 août, jour de la manifestation qui porta le mouvement au sommet avec une participation que certains chiffrèrent à 400 000. Ce fut le lendemain, le mercredi 28, avec l'échec du prétendu hommage au drapeau national, lorsque les fonctionnaires, obligés de participer à un meeting officiel, se rebellèrent et que pour disperser ce meeting rebelle le gouvernement fit intervenir les chars de l'armée. La bataille de l'opinion publique était gagnée, le craquèlement du contrôle institutionnel symbolisa un changement décisif qui influença certainement la décision du gouvernement de recourir à la fin militaire du conflit.

6. La direction étudiante

Naturellement, beaucoup d'étudiants se politisèrent dans les diverses instances du mouvement, y firent leurs armes et entrèrent alors dans le monde de la politique. Mais de nombreux acteurs du mouvement étaient issus d'autres luttes, d'expériences qui nous avaient formé au débat et aux pratiques politiques plus ou moins sociales et ouvertes, plus ou moins clandestines ou semi-clandestines. La majorité des dirigeants les plus en vue du CNH étaient ou avaient été dans un passé récent des militants d'organisations de gauche, de même que de nombreux membres des comités de lutte, des animateurs des assemblées et des brigades, surtout à l'UNAM mais aussi dans d'autres écoles tant à Mexico que dans le reste du pays. D'une certaine façon, nous représentions la

mémoire, la continuité d'un héritage théorique et politique qui tant bien que mal avait survécu et s'était modelé à contre-courant d'un régime écrasant qui était issu de la première Révolution du XX^e siècle fondé sur des mythes populaires et nationalistes.

Les années qui avaient précédé le mouvement de 1968 furent des années de recomposition, de réorganisation et dans une certaine mesure de renforcement de la gauche mexicaine. Ce processus de crise, de ruptures et d'émergence de groupes et de courants de gauche novateurs, fut de fait le dénouement contradictoire des grandes luttes syndicales indépendantes qui s'achevèrent en 1959 avec la défaite militaire [19]. La crise du Parti communiste mexicain (PCM), dans le contexte du triomphe de la Révolution cubaine et du conflit sino-soviétique, déboucha sur l'émergence de courants critiques de type marxistes (se définissant comme révolutionnaire ou radicaux) qui ouvrirent l'éventail des options de gauche, jusqu'alors limitées essentiellement au communisme prosoviétique et au lombardisme qui était une sorte de nationalisme, populiste de type stalinien [20]. Le spartakisme, créé par l'écrivain José Revueltas, fut le courant le plus diversifié et le plus étendu, mais ce fut aussi la poussée du trotskysme, du maoïsme et du guévarisme. La relève générationnelle et sociale qui a suivi alors à gauche avec l'intégration de beaucoup de jeunes — essentiellement des étudiants et des intellectuels qui échappaient aux réseaux institutionnalisés —, allait mûrir sous l'influence du souffle des vents tumultueux qui composaient l'atmosphère internationale [21].

Tous ces courants de gauche débouchèrent sur le Conseil national de grève (CNH), même si le mouvement les entraîna, les désorganisa, et que les transformations et le dénouement du mouvement finirent par les laminer. Après 1968, l'effondrement fut suivi à des rythmes et des niveaux différents par une nouvelle configuration de la gauche. Mais pendant le mouvement le CNH s'était enrichi de débats et de contributions, souvent polarisés, qui ne plaisaient pas à tout le monde, mais qui collectivement favorisèrent la construction au cœur des événements d'une stratégie qui dans un premier temps organisa le mouvement, le projeta dans la société et réussit à isoler et à montrer sous son vrai jour le gouvernement du PRI.

Des questions décisives comme le dialogue public et la manifestation du silence ; la construction de l'identité du mouvement à travers un discours qui lui était propre ; la réponse apportée dans des moments critiques comme les calomnies et les menaces du quatrième rapport présidentiel ; l'occupation militaire de l'UNAM le 18 septembre et les tensions lors des batailles étudiantes en réponse à la prise de contrôle des locaux de l'IPN, avec plus de 1 500 arrestations ; l'offensive du pouvoir contre le recteur Barros Sierra — tout cela impliqua de grands débats et des décisions qui révélaient la cohésion et la capacité collective du CNH. Il y eut des débats sur l'opportunité d'organiser des manifestations unitaires en centre-ville ou bien des manifestations décentralisées dans des zones industrielles, qui évidemment se conclurent par la décision la plus efficace. Les relations avec le gouvernement qu'impliquait la question du dialogue public fut cependant une question que le CNH ne sut pas trancher à temps pour imposer une issue négociée.

Malgré la diversité de sa composition, ou peut-être à cause de cela, le CNH s'était formée comme une direction incontestable du mouvement, pleinement légitimée comme instance collective indépendamment du poids réel de certains camarades comme Raúl Alvarez Garín ou Gilberto Guevara Niebla [22]. Il y eut des erreurs dues à une complaisance vis-à-vis de certains qui jouèrent un rôle trouble, comme Socrates Campos Lemus, dont la proposition d'attendre sur le Zocalo le moment du dialogue public facilita le retour de la répression après le triomphe assourdissant du 27 août et qui après le 2 octobre fut la voix du gouvernement dans le mouvement.

Le plus important, ce fut l'incapacité du CNH à percevoir le changement de situation politique après le 13 septembre avec le redéploiement militaire et la guerre sale. La possibilité d'un repli tactique ne fut même pas prise en considération, alors que tout annonçait le dénouement funeste. A l'Institut de sciences politiques, une des écoles considérées comme les plus radicales et même extrémiste,

nous en avons discuté et nous avons même élaboré un document d'analyse où on formulait la thèse d'un mouvement victorieux. Piégée par la force d'inertie, avec la métaphore du train qui se dirige à toute vitesse vers l'abîme et dont personne n'est capable de tirer le signal d'alarme, l'assemblée du CNH ne tint pas compte de ce document. Dans d'autres écoles, on fit la même proposition et Pablo Gonzalez Casanova publia également ses réflexions à ce sujet [23]. Évidemment, personne ne voulut prendre le risque de proposer à la base du mouvement la nécessité d'arrêter un mouvement qui avait atteint de grands et irréversibles acquis politiques et culturels. C'était l'épreuve finale pour la consécration du CNH comme une direction accomplie du mouvement politico-social le plus important du Mexique de la deuxième moitié du XX^e siècle [24]. Le massacre du 2 octobre avec l'arrestation des principaux dirigeants du CNH et la persécution qui ne cessa même pas pendant les Jeux Olympiques, fit disparaître la direction du mouvement, qui perdit sa capacité d'initiative et sa lucidité.

Le PCM, qui avait plutôt été le bouc émissaire du gouvernement, sans obtenir une présence importante dans le mouvement, se retrouva tout à coup hégémonique dans le CNH. Avec l'aide de quelques étudiants arrivés au CNH sans aucune responsabilité, Marcelino Perelló s'érigea en principal dirigeant, avec l'approbation de la presse, catapulté grâce à ses relations officieuses avec des personnages du gouvernement qu'il entretenait à l'écart du CNH (avec l'accord de la direction de son parti). Sans tenir compte des événements ni chercher les alternatives qui permettraient une sortie pour le mouvement dans ces nouvelles circonstances, le nouveau CNH se précipita pour lever la grève. Plus tard quand les étudiants décidèrent de mettre fin à la grève le 4 décembre, le CNH présenta un « Manifeste à la Nation en date du 2 octobre », où de façon ignominieuse il faisait seulement allusion au massacre de la Nuit de Tlatelolco, présenté comme une question « d'intransigeance » et « d'intolérance » du gouvernement, sans prendre la défense de nos camarades prisonniers, torturés et soumis à des accusations insensées, oubliant même la poursuite des persécutions. Le 6 décembre 1968, lorsque le CNH décida sa propre dissolution, il n'existait déjà plus.

7. Le souffle de la guerre froide

Le mouvement étudiant démarra sur une provocation du gouvernement qui apparut dans un premier temps comme une sorte de répression préventive — chose courante pendant la guerre froide — pour mettre à l'écart des personnages gênants (communistes, critiques, dissidents) afin de garantir la tranquillité pendant les 19^e Jeux Olympiques. C'est ce que mettait en évidence le coup de filet du 26 juillet contre des membres du Parti communiste mexicain et de son organisation de jeunes, la JCM, en occupant leurs locaux et celui de leur journal *La Voz de México*, alors que les premiers affrontements entre les étudiants et la police au centre de la ville n'étaient même pas terminés. La campagne de presse qui se déclencha immédiatement allait dans ce sens. Et après l'intervention de l'armée à l'aube du mardi 30 juillet les fonctionnaires du gouvernement (le régent Alfonso Corona del Rosal, le procureur général de la République Julio Sanchez Vargas et Luis Echeverria) dénoncèrent un « *plan d'agitation et de subversion parfaitement agencé* ». De toute façon ce qui était clair c'était que le gouvernement de Díaz Ordaz avait commis une grave erreur, le conflit lui échappa et malgré les signes de crise politique et l'évolution des événements, personne au sommet du pouvoir ne comprit ce qui se passait.

Le mouvement étudiant révéla les faiblesses du régime présidentiel corporatif quand ce dernier était à son apogée, et en même temps il découvrait des libertés, il montra la possibilité de vivre la politique autrement, de façon démocratique, égalitaire sans subordinations imposées. Le mouvement étudiant fut écrasé militairement, de façon brutale, démesurée, injustifiable. Ce fut un crime d'État qui doit encore être jugé maintenant que les responsables sont identifiés. Il ne fut pas écrasé

politiquement. La nation tout entière fut couverte de honte par la bassesse du génocide de la Nuit de Tlatelolco. Tapie comme un lion, elle a bondi, s'est rebellée, a humilié les responsables et elle a libéré des forces qui n'ont cessé de produire des changements et de générer des alternatives. A long terme dans la perspective historique le mouvement étudiant populaire de 1968 a triomphé de manière frappante.

Quarante ans après le sillage de 1968 est toujours là, orgueilleux.

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 538, mai 2008 (numéro spécial sur l'année 1968). Traduit de l'espagnol par L.G..

* Arturo Anguiano, professeur et chercheur à l'Université autonome métropolitaine (UAM, México), ancien dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IV^e Internationale), fut en 1968 membre du Comité de lutte de l'École nationale des sciences politiques de l'UNAM.

Notes

[1] Julio Scherer García, Carlos Monsiváis, *Parte de guerra. Tlatelolco 1968. documentos del general Marcelino García Barragán*. Los hechos y la historia, México, Nuevo Siglo Aguilar, 1999 et l'édition élargie : *Parte de guerra II. Los rostros del 68*, UNAM/Nuevo Siglo Aguilar, México 2002.

[2] Raúl Álvarez Garín, *La estela de Tlatelolco. Una reconstrucción histórica del Movimiento estudiantil del 68*, Grijalbo, México 1998. Il s'agit là du meilleur livre sur 1968 au Mexique, écrit par son dirigeant principal. En plus de présenter une chronique et des réflexions sur le mouvement, il développe une analyse minutieuse sur l'intervention militaire en 1968.

[3] Curieusement, la presse à scandales du soir fut celle qui a offert aux événements de mai la diffusion la plus grande et la plus imposante.

[4] Selon le Secrétaire de la Défense Nationale, « *Trois bataillons de brigade infanterie, un bataillon de en plus de parachutistes* », soit environs 2 500 soldats, ont été dépêchés en renfort des 10 000 policiers qui n'ont pas réussi à maîtriser les étudiants (cité par Raúl Jardón, 1968. *El fuego de la esperanza*, Siglo XXI Editores, México 1968, p. 34).

[5] La Fédération nationale des étudiants du technique (FNET) était un organisme corporatiste des étudiants de l'IPN et d'autres écoles technologiques, dépendant du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir.

[6] Différentes luttes syndicales de travailleurs de la métallurgie, du pétrole et d'autres secteurs, qui ont eu lieu alors, avaient été stimulées et articulées par les grandes grèves du syndicat des transporteurs, dirigé par des membres de partis de gauche (Parti communiste mexicain et Parti ouvrier et paysan du Mexique). Ces luttes ont fini par remettre en cause le régime corporatiste et revendiquaient l'indépendance des syndicats. Le 28 mars 1959 une répression militaire a conduit à l'arrestation d'environ 10 000 travailleurs, qui furent mis sur des listes noires du gouvernement ne pouvant ainsi obtenir aucun contrat de travail. À la fin, les principaux dirigeants, Demetrio Vallejo et Valentin Campa, ont été condamnés pour le délit de dissolution sociale, un délit inventé

au cours des années 1940, au cours de la guerre mondiale.

[7] « Acarreo » est le nom donné à la mobilisation forcée des gens en soutien aux actes du gouvernement, pris en charge par les organisations corporatistes du PRI.

[8] J'ai développé ce sujet dans mon livre *El Estado y la política obrera del cardenismo* (Era, México 1975). Les entrepreneurs et les grands propriétaires agricoles ont évidemment été aussi organisés dans des associations corporatistes, mais qui n'ont pas été subordonnées au PRI et ont bénéficié d'un statut particulier dans leurs relations avec l'État.

[9] Les six points de la pétition étaient : 1. Liberté pour les prisonniers politiques ; 2. Destitution des généraux qui ont agi comme des chefs de la police ; 3. Suppression du corps de grenadiers, instrument direct dans la répression, sans qu'il soit remplacé par un corps similaire ; 4. Suppression du délit de dissolution sociale, instrument juridique de la répression ; 5. Indemnisation des familles des victimes des agressions de policiers et de militaires ; 6. Jugement des fonctionnaires responsables des actes de vandalisme et de la répression.

[10] A la mi-août de nombreuses manifestations avaient eu lieu dans différentes villes et 70 établissements étaient en grève dans les états de Vera Cruz, Guanajuato, Michoacan, Queretaro, Hidalgo, Chiapas, Durango, Tamaulipas, Zacatecas, San Luis Potosí, Aguascalientes, Sonora, Baja California, Nayarit, Morelos, Tabasco, Oaxaca, Sinaloa et Puebla (Raúl Jardón, op. cit. p. 42).

[11] « *Le dialogue public était une réelle remise en question du régime de contrôle corporatiste ; pour le gouvernement, accepter un tel dialogue revenait à reconnaître l'existence d'un autre pouvoir, d'un acteur social indépendant non contrôlé qui exigeait des transformations et cette possibilité était niée* » (Álvarez Garín, op. cit., p. 183). La possibilité de dialogue public minait la logique du pouvoir clos et antidémocratique. Ce fut cette revendication qui suscita le plus de rejet de la part du gouvernement.

[12] Álvarez Garín, *La estela...*, op. cit., p. 77.

[13] Voir par exemple l'essai de Monsiváis dans l'ouvrage mentionné *Parte de guerra...*

[14] Par exemple la furie de Gilberto Guevara Niebla (voir par exemple note 17) et la vision plus sereine de Raúl Álvarez Garín sont passées dans l'histoire.

[15] Cette question est peu abordée dans la bibliographie traitant du 1968 mexicain. On peut trouver certains éléments dans José René Rivas Ontiveros, *La izquierda estudiantil en la UNAM. Organizaciones, movilizaciones y liderazgos (1958-1972)*, UNAM/Porrúa, México 2007, pp. 624-625.

[16] Enrique de la Garza, León Tomás Ejea, Luis Fernando Macías, *El otro movimiento estudiantil*, Extemporáneos, México 1986, chap. I.

[17] Il est surprenant de voir comment Gilberto Guevara Niebla ridiculise et condamne avec colère ceux qu'il appelle « *les étudiants radicaux du secteur des Humanités de l'UNAM* », auxquels il n'accorde pas la moindre contribution et qu'il accuse d'avoir été un obstacle pour le mouvement et d'avoir « semé la haine et l'adversité parmi les délégations du CNH ». Il exagère également l'impact des organisations de la « *gauche extrémiste* », telle la Ligue Communiste Espartaco, qui ont à peine survécu aux événements. Tout son livre transpire le dédain et la haine contre ceux qui, naturellement, ont mis en avant à diverses occasions des avis et des propositions

différentes des siennes. Il reproduit même beaucoup des termes brandis par la presse et le gouvernement à propos des divisions au sein du CNH et entre les étudiants, celles- là même qui ont contribué à forger le mouvement (*La libertad nunca se olvida. Memoria del 68*, Ediciones Cal y Arena, México 2004).

[18] « Une des grandes vertus de 1968 a été la revendication de la politique comme quelque chose de nécessaire et respectable », qui pourrait être « conduite avec des procédures différentes de celles du PRI », et « comme une pratique de confrontation avec le régime ». (Álvarez, *La estela...*, cit., p. 147.)

[19] Le POCM a disparu après ce mouvement, alors que le PCM, malgré ses crises récurrentes, existait depuis 1919 et était encore l'organisation de gauche la plus forte.

[20] Le Parti Populaire Socialiste représentait un courant enraciné incarné par Vicente Lombardo Toledano, intellectuel auto-proclamé marxiste, qui a joué un rôle fondamental dans la formation du régime corporatif durant les années 1930, devenant pratiquement indispensable à Lázaro Cárdenas. Promoteur de la collaboration de classes, de « l'alliance » subordonnée avec le régime de la révolution mexicaine, il a inauguré ce qui fut connu au Mexique comme « les partis des barboteurs », la fausse opposition institutionnalisée. Jusqu'à son décès, après le mouvement de 1968, auquel il s'est opposé, il a été un politicien-clef au Mexique. Le courant nationaliste révolutionnaire, incarné par l'ex-président Lázaro Cárdenas, bien que flirtant avec la gauche, fut en réalité invariablement soumis au régime qu'il a aidé à construire. Face aux menaces impérialistes contre la révolution cubaine, Cárdenas a promu des mobilisations qui ont abouti au Mouvement de Libération Nationale, une espèce de front large, qui a fait naître beaucoup d'espoirs, mais qui s'est dissous dans les faits quand Cárdenas a donné son appui à la candidature présidentielle de Gustavo Díaz Ordaz, qui s'est chargé du gouvernement en 1964.

[21] La Révolution cubaine et les agressions américaines, la guerre du Vietnam, l'invasion américaine en République Dominicaine, la rébellion noire et les Blacks Panthers, la révolte du Tiers Monde contre le colonialisme, le bain de sang en Indonésie, la guerre des six jours et la révolution palestinienne, le symbole de Che Guevara, etc.

[22] De fait, l'alliance de ces camarades, qui avaient été militants de l'organisme juvénile du PCM tout en maintenant une attitude critique envers sa direction, a structuré un très vaste bloc de représentants d'écoles qui regroupait surtout de manière unitaire la Polytechnique et les secteurs techniques de l'UNAM.

[23] « Decisiones y riesgo » publié dans *La Gaceta. Boletín informativo del Consejo nacional de Huelga* n° 7 du 13 septembre 1968, reproduit par Gilberto Guevara Niebla, *La libertad ...*, cit., pp. 261-268. Le document mentionné, que j'ai écrit un peu avant le 18 septembre, fut diffusé sous la signature de la Brigada Karl Marx du Comité de Lutte de Sciences Politiques.

[24] Voir les opinions de Raúl Álvarez (op. cit., 179-180) et Gilberto Guevara (op. cit., p. 267), qui après avoir fait l'éloge des réflexions de González Casanova, se demandent en ce qui concerne l'idée de retourner en classe : « Comment traiter une réponse de ce type dans une assemblée aussi turbulente que celle du Conseil et devant tous les médias étudiants ? »